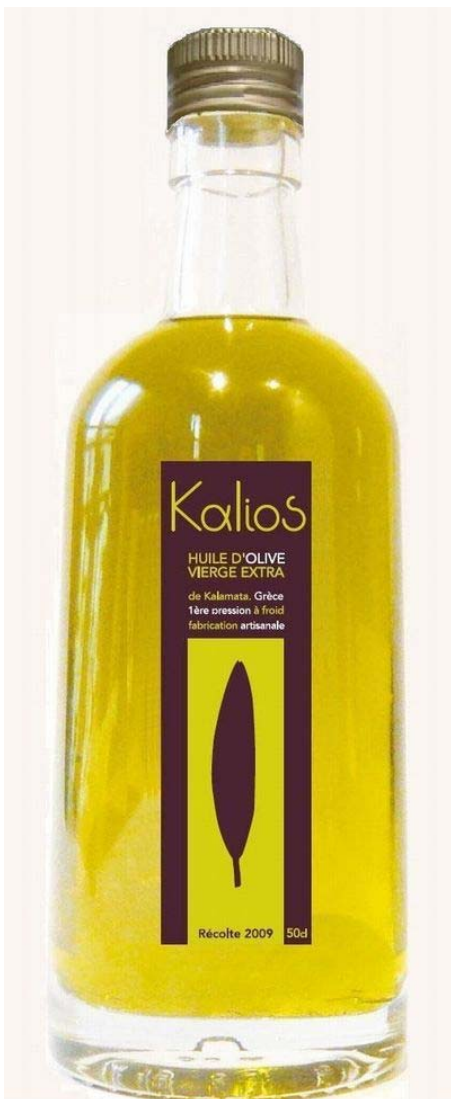


## Quiz agricole...

Trouvez le nom d'un pays d'Europe qui produit beaucoup...



Ville de Bergen



## Les serres de la région d'Almeria en Espagne.

### 1. Mais qu'est-ce donc ?



### 2. Une publicité à critiquer.

Se méfier de cette publicité pour Grupovimo : <http://www.youtube.com/watch?v=WdX0QfqhFHo>

### 3. Ce dont ne parle pas la publicité... (un article lu par l'enseignant).

**Source :** site internet du journal Libération (<http://www.liberation.fr/economie/0101100158-les-fruits-et-legumes-d-almer-a-pestiferes-a-cause-des-pesticides>). Par **MUSSEAU François**, Almería, envoyé spécial.

«*El pimienta sucio*», le piment sale. A la seule évocation de ce nom, on vous regarde de travers. Sur les 26 500 hectares du plus grand verger d'Europe, difficile de trouver des agriculteurs (parmi les 16 000 existants) disposés à vous faire visiter leur exploitation. La raison de cette paranoïa collective porte un nom savant : l'isophenphos méthyl.

Depuis que des résidus de ce pesticide illégal ont été découverts, fin 2006, sur des piments exportés vers l'Allemagne, l'inquiétude s'accroît dans la région d'Almería (Andalousie). Et pour cause : les cultures intensives sous serres de fruits et légumes sont le principal moteur de l'activité économique régionale. Or, à la faveur de ce scandale qui a traversé l'Europe comme une traînée de poudre, la mauvaise réputation a gangrené les *invernaderos* («serres») des environs d'Almería, unique zone agricole d'Espagne vivant sans aucune subvention.

En 2006, les 16 000 exploitations d'Almería ont produit 2,8 millions de tonnes de fruits et légumes, soit 1,3 milliard d'euros. Sur place, les effets d'un boycott partiel se font sentir. D'après Coexphal, depuis le début de la crise, la production des variétés de piment a chuté de 15 %, et sa commercialisation de 30 %. La baisse se fait surtout sentir en Allemagne, le débouché numéro 1.

Sur place, tout le monde reconnaît que la question des pesticides, dont le coût dépasse fréquemment celui des engrais, est un authentique casse-tête. «*C'est un chaos absolu*, s'insurge José Antonio Aliaga, responsable provincial de l'agriculture. *Je ne doute pas que certains exploitants soient fauteurs. Mais certains produits phytosanitaires sont autorisés ici et interdits en Allemagne ou aux Pays-Bas. D'autres, licites encore récemment, ont été prohibés sans que l'information ait bien circulé... Personne ne s'y retrouve !*»

Depuis 1997, le nombre de pesticides autorisés est passé de 200 à... 20. Parallèlement, comme le confirme l'Association espagnole de protection des plantes (AEPLA), le marché des pesticides illégaux, souvent moins onéreux, croît sans cesse. «*Le diktat des distributeurs, qui exigent des fruits et légumes lisses et sans tache, est tel que l'usage des pesticides est stimulé*, insiste Juan Carlos Perez, de Coexphal. *On pourrait aisément retirer 80 % des produits sans affecter la qualité horticole.*» Autre difficulté locale : les hautes températures (jusqu'à 50 °C) et le climat semi-aride sont à l'origine d'épidémies plus aiguës qu'ailleurs en Europe. «*Dans les serres des Pays-Bas, les choses sont bien faciles*», souligne José Antonio Aliaga.

Depuis l'automne, Lola voit défiler des centaines d'agriculteurs venant étudier les techniques du contrôle biologique, sous la haute main de 400 techniciens fraîchement formés. «*La survie économique d'Almería, déjà menacée par la concurrence des fruits et légumes d'Israël, du Maroc ou de Turquie, en dépend. A moyen terme, notre région sera leader sur ce terrain*», dit, optimiste, Juan Carlos Perez. Selon Coexphal, la superficie sous contrôle biologique passera, début 2008, de 1 000 à 6 000 hectares. Suffisant pour rassurer les consommateurs du reste de l'Europe ?